



COMPTE RENDU CDAS DU 10 NOVEMBRE 2020

Vous trouverez [ici](#) la liminaire lue par [FO Finances 59](#).

En propos liminaire le Président informe le CDAS de la prise de fonction du poste de délégué de l'action sociale du Nord au 2 janvier 2021 de madame Bénédicte Bonningues .

1/ **PV du 19 mai** adopté

2/ **Modification de la gouvernance** des 7 opérateurs de l'action sociale ministérielle et réforme de **l'organisation de l'action sociale**

Le regroupement des 7 associations en une seule association n'a pour but que la réduction des emplois et des réductions budgétaires.

Il en va de même pour le parc d'offres d'hébergement de loisirs de EPAF.

Il est inconcevable d'imaginer l'animation régionale de l'action sociale territoriale étant donné le besoin réel de proximité, d'autant que la région Hauts-de-France est particulièrement étendue et ne favorise pas l'accès des services aux collègues.

Le président précise toutefois que l'échelon local existe toujours et que notamment dans le Nord il vient d'être renforcé par l'ouverture d'un emploi de délégué d'action sociale. Cependant les perspectives ne laissent pas présager d'une pérennisation de local.

3/ **Bilan d'activité de la délégation**

Activité

La mise en perspective de l'activité a été demandée par le SG, elle vise à rapprocher l'activité et la répartition du temps de travail. On s'aperçoit que la répartition du temps de travail est répartie dans l'ordre décroissant sur CHORUS, la restauration (43 % des dépenses budgétaires), les loisirs et l'arbre de Noël.

Restauration

La délégation note une augmentation des repas servis entre 2018 et 2019. Le nombre de repas subventionnés (indice <480) a diminué que ce soit dans les RIE ou les restaurants finances, sans doute au regard du repyramidage des effectifs (moins de cadres C). 85 % des subventions sont versés aux restaurants financiers qui servent 91% des repas.

Les agents qui se restaurent au Palais de Justice, spécifiquement de la DGDDI, bénéficient de la subvention de l'harmonisation tarifaire (instaurée pour limiter le coût à 5.67€) mais les tarifs sont assez élevés hors crise COVID. Le délégué prend le point pour apporter une réponse.

Les coins repas seront financés à partir de 2020 hors budget CAL. Le budget 2020 alloué est largement impacté par les rénovations.

On note une augmentation des TR suite au recrutement d'agents à la DGDDI.

4/Compte rendu d'activité des services sociaux

Le président remercie les assistantes sociales pour leur travail et leur implication qui permettent de répondre aux attentes des directions en matière d'appui qu'au niveau du service rendu aux agents. FO Finances 59 s'associe à cet hommage venant renforcer nos propos liminaires.

385 agents ont été ont fait l'objet d'un accompagnement social en 2019.

Les problématiques tournent majoritairement autour du professionnel et de la santé.

Les assistantes sociales constatent une augmentation des problématiques professionnelles notamment avec la mise en place du NRP.

Les interventions sont très variées. Elles accompagnent également de plus en plus de collègues dans le cadre de la RQTH. Elles ont été amenées à faire 98 mises à disposition des collègues (en cas de décès d'un proche, de sanctions disciplinaires n longue maladie etc). Lors d'une mise à disposition , une assistante sociale envoie un courrier à des personnes qui lui sont signalées en difficulté .Le taux de retour des collègues concernées est de 60%.

Les assistantes sociales ont réalisé 91 permanences sur les sites de travail.

Elles ont pu bénéficier de 2 formations liées aux addictions afin de conforter leur connaissance pour accompagner au mieux les collègues.

Elles ont également intensifié les visites de sites dans le cadre des restructurations (71 en 2019) qui sont très appréciées des collègues qui se sentent parfois isolés. Les agents qui ont pu exprimer des inquiétudes évoquent une anxiété face à la perte polyvalence, crainte de perte l'esprit familial, crainte des chefs de postes qui verront disparaître leur stature de chef, crainte relative à la pérennisation des bureaux distants. Elles ont apprécié pouvoir participer au CTL de la DRFIP, instance dans laquelle elles peuvent recueillir des informations générales utiles aux accompagnements individuels.

FO Finances 59 s'interroge sur les perspectives dans le cadre de l'intensification des restructurations. Madame ZOUBIR précise que les assistants sociaux sont des acteurs de prévention. Toutefois FO Finances 59 expose que l'empilement des réformes tant sur le plan ministériel que fonction publique va générer une augmentation des besoins d'accompagnement individuel. Il est manifeste que les assistantes sociales ne pourront se démultiplier et il est à craindre que l'offre qu'elles sont en mesure de proposer ne devienne très rapidement insuffisante. La question des moyens reste donc bien au cœur de la qualité des services rendus.

5/ Questions diverses

Marché restauration : renouvellement du contrat de restauration

La marché Elios s'achève définitivement au 1er octobre 2021 (2 ans renouvelables 2 fois un an). La DRFIP va donc lancer les opérations de marché public suivants les bases d'une offre fabrication sur place et une offre liaison froide (à l'identique de 2016). Une offre alternative de snacking (vente à emporter) viendra compléter le cahier des charges et ce pour la totalité des 10 restaurants. FO Finances 59 est satisfait de cette nouvelle offre qui répond à des nouveaux besoins et mode de restauration et qui fera en outre revenir des convives vers la restauration collective. La question du snacking pose le problème du décompte des rationnaires et du bénéfice des subventions , elle doit être prise en compte.

La construction du NRP impactera le nombre de rationnaires et sera pris en compte dans le cahier des charges.

Les présidents des associations seront impliqués dans le projet de cahier des charges.

FO Finances 59 demande une évaluation de la baisse du nombre de rationnaires (DRFIP et autres directions) du fait de la création de la nouvelle cité administrative. Cette évaluation ne sera pas prise en compte pour le prochain marché public mais le suivant dans la mesure où la nouvelle cité verra le jour en 2023.

Restauration

Pour ce qui concerne la future maison d'État d'Avesnes sur Helpe, la DRFIP évoquera le sujet de la restauration au Préfet, maître d'œuvre du projet.

Les collègues de la DGDDI qui déjeunent au CROUS de Dunkerque bénéficieront de titres restaurants tant que le restaurant sera fermé (suite à un incendie).

Le SG est en cours de réflexion sur l'accompagnement en matière de restauration pour les télétravailleurs.

La fourniture de bouteille d'eau de 50 cl sera inclus dans le prix du plateau pour l'ensemble des restaurants DRFIP. Il convient de régler des détails techniques liés au ticket de caisse. Cette prise en charge ne concernera que les agents de la DRFIP59. Il sera proposé aux autres administrations de prendre en charge le coût de leur rationnaire qui déjeunent dans les restaurants DRFIP. La mise en œuvre se fera dans quelques jours. Il s'agit d'une mesure sociale liée à la crise sanitaire (impossibilité d'utiliser les fontaines à eau) et non pas une mesure sanitaire. La problématique de la fourniture d'eau dans la journée ne relève pas du champ de compétence du CDAS.

Les collègues du laboratoire de Villeneuve d'Ascq n'ont plus de solution de restauration collective depuis la fermeture du restaurant dans lequel ils déjeunent . A ce jour aucune solution de substitution n'est mise en place alors que cela relève de la compétence des services sociaux. Le SG opposé une fin de non-recevoir de la demande de substitution pour juillet et août malgré la période de 2 mois sans solution sous prétexte que cela représente beaucoup de travail et qu'il est en renouvellement de marché avec Appetiz.

Si la nouvelle fermeture est liée à la crise COVID les agents doivent bénéficier de la prise en charge des repas sur la base de 17,50€. En revanche si la fermeture est liée à une autre cause il convient que le délégué de l'action social évalue la mise en place d'une autre solution (autre convention ou ticket restaurant).

Point budgétaire solde exécution budgétaire

L'exécution budgétaire présente un solde de 17 000€ (hors commande complémentaire de chèques cadeaux pour l'arbre de Noël, ce qui porterait le solde à 16 000€).

La réserve ne sera pas débloquée cette année sans qu'un motif ait été précisé

La mise en place des chèques culture n'est pas possible dans la mesure où le recensement des agents concernés s'avère impossible par notamment le service de ressources humaines de la DRFIP. La proposition d'utiliser le solde au bénéfice des personnes vulnérables pose le problème du secret médical même à des fins louables.

Un groupe de travail sera organisé rapidement pour débattre de l'utilisation des crédits restants.

Prestation psychologue Lille

Il apparaît que les disponibilités de madame Ducatteau ne permettent plus de répondre aux besoins malgré la disponibilité des crédits. Le délégué de l'action sociale rencontre la semaine prochaine avec les assistantes sociales et les médecins de prévention un psychologue afin de répondre aux attentes des collègues. La convention devrait être signée rapidement pour mise en œuvre dès janvier.

Offre de logement PLS

Les deux logements mis à disposition en octobre ont trouvé des locataires malgré le prix élevé. Les prochains programmes seront moins chers donc plus accessibles.